

Je veux féliciter le leader du Nouveau parti démocratique pour la nature sérieuse et réfléchie de ses observations. S'efforçant clairement d'être positive, elle a présenté, en termes très généraux, d'autres options qui lui semblent devoir être explorées.

Elle a fait valoir que nous vivons des moments extraordinaires. C'est vrai, et cela nous oblige à faire tout notre possible pour donner les meilleurs conseils pratiques que nous pouvons.

Nous pourrions tous les deux discuter de ce qu'est le «réalisme», mais elle conviendrait, je pense, que le gouvernement et le monde doivent avoir bien plus de précisions sur les autres options possibles. Elle n'a pas pu nous donner ces précisions aujourd'hui et nous espérons les recevoir plus tard.

Le nouveau leader de l'Opposition a essentiellement fait valoir quatre points.

Premièrement, il veut attendre que les sanctions aient de l'effet, mais sans dire à la Chambre combien de temps il se propose d'attendre; et il ne donne à la Chambre aucune preuve que le programme de sanctions que nous avons mis en place affectera le leadership politique ou la capacité militaire de l'Iraq. Je veux revenir à la question des sanctions, mais j'espère que les autres porte-parole du Parti libéral nous indiqueront bien plus précisément et exactement combien de temps ils veulent attendre.

Deuxièmement, il prétend que l'utilisation de la force dans le Golfe ne serait pas sanctionnée par les Nations Unies. C'est absolument faux. Dans ses articles 2 et 3, la résolution 678 «autorise les États membres qui coopèrent avec le gouvernement koweïtien, si au 15 janvier 1991 l'Iraq n'a pas pleinement appliqué les résolutions susmentionnées conformément au paragraphe 1 ci-dessus, à user de tous les moyens nécessaires pour faire respecter et appliquer la résolution 660 (1990) et toutes les résolutions pertinentes ultérieures et pour rétablir la paix et la sécurité internationales dans la région; demande à tous les États d'apporter l'appui voulu aux mesures envisagées au paragraphe 2 de la présente résolution».

Troisièmement, il propose de «rappeler» les troupes canadiennes.

Quatrièmement, il soutient curieusement, et sur un ton alarmiste, que nous ne devrions pas aider les Nations Unies à réussir au Koweït parce que l'ONU a échoué au Tibet, à Chypre et ailleurs.

Monsieur le Président, il y a 167 jours, Saddam Hussein envahissait brutalement le Koweït, sans provocation. C'est alors que la guerre a commencé. Aujourd'hui, le Koweït est toujours